
Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus

Baltic States: Dreams, Propaganda, Misunderstanding

Yves Plasseraud



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4258>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4258

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 15-32

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Yves Plasseraud, « Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 25 mai 2012, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4258> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4258

Tous droits réservés

> DOSSIER

YVES PLASSERAUD

Center for Stateless Cultures

Université de Vilnius, Lituanie

yplasseraud@wanadoo.fr

PAYS BALTES : RÊVES, PROPAGANDES, MALENTENDUS

Résumé. — Durant les premières indépendances, les nations baltes, organisées sous forme d'ethno-nations, avaient bâti des États correspondant à ce modèle. Les décennies de soviétisme, l'arrivée de nombreux allogènes, les retours à l'indépendance et enfin, le rapprochement avec l'Union européenne ont récemment modifié la donne. La construction d'États-nations chargés de la gestion de sociétés pluriethniques soulève de nombreux défis. Confrontés à ces crises, les intellectuels et les médias de cette zone traversent aujourd'hui une phase difficile d'adaptation au nouveau contexte de sociétés civiles en transition.

Mots clés. — Baltes, États baltes, émigrations, immigrations, Russes, russophones, intelligentsia, ethno-nations, intégration, propagandes, intégration, Moscou, multiculturalisme, Union européenne.

En 1990, retrouvant avec la chute de l'URSS une indépendance perdue en 1940, les responsables politiques et les intellectuels des États baltes d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie ont subitement été confrontés à une question épineuse : quelle allait être la véritable identité politique des sociétés et des États restaurés ? Étant donné le contexte international, il ne pouvait s'agir que de démocraties de type occidental, à fondement civique, et c'est d'ailleurs cette forme d'État que leurs constitutions reflètent de façon nuancée¹. Mais, par-delà ces apparences « évidentes », les réalités sur le terrain se révélèrent plus complexes, compte tenu du poids de l'histoire et d'un certain nombre de « facteurs nationaux ». En conséquence, pour saisir les origines des phénomènes en cause, une brève rétrospective s'impose.

1918-1940 : des ethno-nations

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les trois « républiques paysannes » qui accèdent à une bien fragile indépendance (1919) sont naturellement fondées sur le principe de la nation ethnique². Sortant de siècles d'oppression au sein de l'empire russe, leurs peuples sont encore dépourvus d'une véritable culture démocratique. Dans les années 30, en Estonie, même si l'on est citoyen du pays et parfaitement intégré, dans la vie quotidienne, on est immédiatement considéré comme Russe, Allemand ou Suédois selon son « ethnicité »³. Les trois États, bien qu'ayant initialement adopté des constitutions de type occidental, évolueront d'ailleurs assez vite vers des formes locales de corporatisme paternaliste à fondement ethnique. Les trois présidents autoritaires de la seconde partie des années d'indépendance (Konstantin Päts en Estonie, Karlis Ulmanis en Lettonie et Antanas Smetona en Lituanie) exalteront, chacun à leur façon, les vertus du peuple rural et célébreront les mérites de la nation ethnique. L'exemple du *Vadonis* (chef) letton Ulmanis qui popularise le slogan « La Lettonie aux Lettons » dans une ambiance de kermesse rurale et nationaliste, en fournit une parfaite illustration. De son côté, l'intelligentsia n'est pas en reste. En Lituanie, des philosophes tels Antanas Maceina (1908-1987) ou Stasys Salkauskis (1886-1941) développeront une philosophie de la culture historiciste, conservatrice et chauvine, inspirée du romantisme allemand, qui tiendra longtemps lieu

¹ Estonie : 28 juin 1992 ; Lettonie : texte de 1922, complété par la loi constitutionnelle 19, 1995 ; Lituanie : 25 octobre 1992.

² Le principe du *jus soli* est cependant prévu par la première législation lettone.

³ Les trois États, surtout l'Estonie et la Lettonie, comportent déjà d'importantes colonies étrangères.

de position officielle. Elle sera notamment véhiculée auprès du public par le quotidien *Lietuvos Aidas* (*L'Écho de la Lituanie*), dirigé par le journaliste « souverainiste » Vytautas Alanta. Durant cette période, il n'existe pas en Lituanie de pensée structurée défendant l'idée d'un État civique ou d'une république laïque⁴. Rares sont ceux qui, comme le journaliste Juozas Keliuotis, dans le magazine culturel *Naujasis Zidinys* (*La nouvelle terre*), adoptent une posture plus libérale et quelque peu « ouverte » en terme d'identité.

L'année 1939 trouve les trois républiques baltes, neutres depuis 1934, dans un état de parfaite impuissance face aux menaces venant tant de l'Est que de l'Ouest. Selon les protocoles secrets du 23 août 1939 lors du Pacte Hitler/Staline, la région doit revenir à L'URSS. À la veille de la guerre, Hitler évacue de façon expéditive les populations germano-baltes qui, depuis huit siècles, formaient l'épine dorsale de la région. La déstabilisation sociale et économique qui en résulte sera provisoirement masquée par les tragiques événements qui vont suivre. Peu après, les trois États sont occupés puis annexés par Moscou. Cette première occupation ne durera qu'un an, jusqu'à l'arrivée des nazis, mais en dépit de sa brièveté, elle laissera une indélébile impression d'horreur. En quelques mois, une grande partie des élites – notamment intellectuelles – des trois pays est décimée, renvoyant leurs sociétés des décennies en arrière. Fouetté par ce martyre et privé de tous ses éléments « intellectuels », le patriotisme balte se recentre sur ce qui demeure, plus ou moins, en place : le peuple des campagnes, ses prêtres et le culte des anciens. Les quatre années d'occupation allemande ne feront que renforcer cette tendance. En effet, en vue de discréditer puis d'exterminer les Juifs, les nazis assimilent systématiquement ces derniers aux bolcheviques, accroissant encore le fossé entre « eux » et « nous ». Confrontés aux nazis et surtout à leur propagande pétrie de stéréotypes *völkisch* et racistes, privés d'élites et de références morales, les Baltes adoptent eux-mêmes une posture fondamentalement « ethniciste », d'ailleurs bien conforme à l'esprit du temps. Une fois de plus, face aux Russes, aux Allemands et aux Juifs, la Nation ne peut qu'être une nation ethnique traditionnelle.

⁴ Une telle pensée avait pourtant existé à l'époque du réveil national avec le périodique *Ausra* [*L'Aube*] et son remarquable fondateur J. Basanavicius, père de l'indépendance lituanienne.

Les pays baltes soviétisés : un espace de semi-liberté

1945 voit le retour des Soviétiques. Le monde extérieur – essentiel pour ces petites sociétés cosmopolites – devient soudainement inaccessible et les appels de détresse des Baltes et des Estoniens inaudibles. Le « rideau de fer » demeurera verrouillé jusqu'au milieu des années 80. En dépit des apparences, ces décennies de soviétisme seront loin de n'être qu'un *continuum* homogène et, par ailleurs, on note de sensibles différences d'un État à l'autre ; pourtant, un certain nombre de constantes se dégagent (Romuald, Misiunas, 1983). L'arbitraire et la violence des occupants révoltent les populations isolées du monde extérieur, qui voient près d'un tiers d'entre elles expédiées au goulag ou liquidées sur place. Face aux Soviétiques, le sentiment d'identité nationale demeure, avec la religion, le seul vrai refuge⁵. La conception soviétique des « nationalités », héritage de la *Khorenisatsia*⁶ des années 30, par-delà un « internationalisme prolétarien » de surface, suscite en réalité une ethnicisation des rapports sociaux et nationaux. Les Baltes, comme les autres peuples de l'empire soviétique, seront sensibles à cette influence, surtout lors des périodes de détente comme lors du « dégel » krouchtchévien (1956). Ce sentiment est d'autant plus vif qu'au fil des années, un nombre toujours croissant de migrants en provenance des profondeurs de l'Union décide de s'installer définitivement en terre balte. Alors que, avant-guerre, les autochtones représentaient une très large majorité des habitants, en 1989, ils ne sont plus que 60 % en Estonie et même 51 % en Lettonie. En revanche, la Lituanie – plus éloignée du centre et moins industrialisée – parviendra à conserver un pourcentage d'autochtones pratiquement constant.

Confrontés à la machine d'État soviétique, les Baltes, y compris ceux de l'émigration⁷, cultivent en silence les « valeurs » traditionnelles de leur nation et le souvenir embelli des indépendances d'avant-guerre⁸. Pourtant, après des premières années effroyables où sont survenus la

⁵ La *Chronique des événements de l'église catholique de Lituanie*, un *samizdat* diffusé en Occident sera longtemps leur porte-parole.

⁶ Dans les années 30, cette politique des nationalités de l'Union soviétique consistait à soutenir, voire à inventer et développer les formes extérieures de l'identité ethnique ou nationale des groupes minoritaires, tout en prenant bien soin de conserver au « fond » un caractère purement soviétique.

⁷ Dans les années 60, les études historico-romantiques du lituano-américain J. Stuckas sont représentatives de ce courant.

⁸ Cependant, certains courants modernistes sont actifs dans l'émigration tel celui regroupé autour de *Santara sviesa* [*Lumière de la concorde*], symbolisée par des écrivains comme A. Greimas, V. Kavolis, A. Shtromas ou T. Venclova et dont fera partie le futur président V. Adamkus.

mort de Staline (1953) et le « dégel » krouchtchévien, les intellectuels qui ne s'opposent pas frontalement au régime retrouvent une certaine liberté. Une fois « matées », les républiques baltes constituent des terrains propices aux expérimentations pour les réformes que le PCUS sait nécessaires. Par ailleurs, du fait de leur nature occidentale⁹, elles apparaissent comme de bons médiateurs vis-à-vis d'un Occident dont il semble, aux yeux des autorités, de moins en moins possible d'être totalement coupé. En effet, un certain contact avec cet Ouest rêvé est indispensable pour éviter que, les frustrations croissantes, la pression interne ne devienne trop forte. Dans ces conditions, les Estoniens pourront timidement écouter la radio finlandaise, jouer du jazz et chanter en chœur (le chant choral participant chez les Baltes de toute forme de résistance), les Lituanien se procurer les livres polonais¹⁰ et les Lettons publier des revues littéraires (en russe) que l'intelligentsia russe s'arrache. D'ailleurs, des années 60 aux années 80, une réelle intimité culturelle lie les élites baltes à celles de Moscou ou de Léninegrad. Au niveau de la vie quotidienne, la réalité soviétique paraît alors vouée à une relative permanence et des liens solides se tissent naturellement. Au sein de cet univers soviétique clos mais immense, les voyages sont bon marché et la culture de masse, très valorisée sous toutes ses formes, acquiert un statut social apprécié sinon prestigieux.

À l'heure de la dissidence, les responsables russes et baltes de l'opposition, souvent regroupés autour de la revue *Novy Mir* (Andreï Sakharov, Valentin Turchine, Gueorgui Vladimov, etc.) marcheront spontanément ensemble. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev (1985), nouveau secrétaire général réformateur du Parti communiste, change sensiblement la perspective. En phase avec les vents nouveaux, c'est dorénavant un discours « éclairé », assez largement fondé sur la démocratie et les vertus de la société civile à caractère civique, qui tient le devant de la scène. Sincère ou non, après les années de « stagnation » brejnévienne, ce langage, qui intègre des valeurs occidentales de démocratie, de liberté de transparence, de multiculturalisme et de « liberté » économique, est immédiatement ressenti par les intelligentsias baltes comme une chance historique pour leurs pays¹¹. Une nouvelle époque commence, symbolisée au début par le

⁹ L'aire balte, le « proche étranger », est en réalité vu de Moscou comme « notre occident » selon la formule alors en vogue.

¹⁰ Dans les années 80, on prétendait même que les ouvrages sulfureux étaient plus faciles à trouver à Vilnius qu'à Varsovie (Mattelart, 1985). Le premier festival de jazz de Tallin eut lieu en 1967, suivi d'une tournée triomphale de D. Ellington (Feigelson, 1983 ; 1993).

¹¹ Le périodique letton *Atmoda* (*Le Réveil*) offre une bonne illustration de ce phénomène. Pour une analyse de cette période en URSS, voir Ferro (1990).

mouvement estonien pour l'autonomie économique de la république, connu sous l'acronyme volontairement mystérieux d'IME¹².

L'approche de l'indépendance

À partir de 1987-1988, un souffle nouveau se répand dans la région. Les contacts avec l'étranger – notamment par l'intermédiaire des presses d'émigration et des radios telles *Radio Free Europe*, *Radio Liberty* ou *Voice of America* – facilités par la pression américaine sur Moscou, se multiplient rapidement, puis les relations, longtemps maintenues secrètes avec les diasporas d'Allemagne et d'Amérique, se développent, s'approfondissent et s'officialisent¹³. Les activistes baltes de la *perestroïka*, au début de parfaits gorbatchéviens, adoptent progressivement le langage du temps. La liberté politique et économique, les Droits de l'Homme, le libéralisme économique et l'écologie deviennent les nouveaux mots d'ordre¹⁴. Les sempiternels discours centrés autour de l'idée de Nation organique et d'injustices historiques deviennent franchement inaudibles. En Lituanie, à Kaunas, l'ancienne capitale de l'entre-deux-guerres, toujours foyer du nationalisme à l'ancienne, se concentrent les supporters de ces « vieilles rengaines » (tels les philosophes Arvydas Juozaitis ou Krescencijus Stoskus, membres de Sajudis et co-auteurs du projet de réglementation culturelle du nouvel État). À Vilnius, on se veut au contraire moderne, démocrate et multiculturaliste. Les intellectuels lituaniens, juifs et russes y sont solidaires. Les associations juives, polonaises, et russes s'y reconstituent d'ailleurs très vite et entonnent l'hymne à la modernité occidentale.

En 1988, à l'approche d'une indépendance devenue de moins en moins chimérique, les Fronts populaires des trois pays baltes¹⁵ (animés par des intellectuels d'origines très diverses) seront confrontés à la question de la nature de leurs sociétés et plus précisément de la future citoyenneté des nouveaux États en gestation. Spontanément, ils se tournent donc – plus ou moins explicitement – vers le système le plus ouvert¹⁶ : « l'option

¹² *Ise Majandav Eesti*, ce qui signifiait, ce n'est pas un hasard, à la fois « autonomie économique de l'Estonie » et, pour le sigle, « merveille ». Le projet initial fut publié par le quotidien de Tartu – *Edasi* – en septembre 1987.

¹³ Sur la question de la presse et des intellectuels durant la transition, le livre de référence est Vihalemm (2002).

¹⁴ Parmi les publications emblématiques de cette période, on peut citer l'hebdomadaire letton *Literatura un Maskla* – *Littérature et art*.

¹⁵ *Rahvarinne* en Estonie, *Latvijas Tautas Fronte* en Lettonie, *Lietuvos Sajudis* en Lituanie.

¹⁶ D'ailleurs, à cette époque, les divers Fronts populaires (*Narodnyi Front*) des autres Républiques soviétiques (Biélorussie, Moldavie, États du Caucase, etc.) adoptent la même position.

zéro », autrement dit, la citoyenneté pour tous les résidents qui, au moment de l'indépendance, feraient le choix de rester dans le pays (Plasseraud, 2003 : 119 *et sq.*). Par ailleurs, en matière politique, afin de ne pas effaroucher les migrants, les responsables nationalistes¹⁷ déclarent qu'une fois indépendants, les nouveaux États renoueront avec la neutralité d'avant-guerre. On peut penser que le système de référence alors imaginé est celui de pays comme la Suède ou la Norvège, modèle déjà appréhendé par les élites des communautés russophones. Dans ces conditions, ayant à choisir très rapidement entre un univers soviétique ressenti¹⁸ comme étriqué, démodé, nourri de mauvais souvenirs et « l'ouverture nouvelle » représentée par l'Occident, près de la moitié des migrants font le choix de l'indépendance et rejoignent le camp « nationaliste ». Les « sondages-référendums » organisés le 3 mars 1990 par les fronts populaires montrent d'ailleurs une large adhésion des résidents, autochtones et immigrants mêlés au courant indépendantiste (Ginkel, 2002 : 403 *et sq.*). Dans ce contexte largement unanimiste, profitant de l'échec du putsch de Moscou, les dirigeants des trois États proclament, en août 1991, le retour à la complète indépendance de leurs pays. De prime abord, le président Boris Eltsine en lutte contre son rival Mikhaïl Gorbatchev, applaudit à ces proclamations qui vont politiquement dans son sens. L'accord semble parfait entre anciens dissidents baltes et russes ; cependant, l'accélération de l'histoire, l'apparition de nouveaux médias et l'introduction de la loi du marché vont bouleverser ces rapports, accordant de nouveaux statuts à l'ensemble des acteurs de la vie culturelle de ces petites sociétés peu à peu déstabilisées dans leurs nouvelles ouvertures au monde.

Le statut des médias

Jusqu'en 1987-1988, les médias baltes incarnaient la culture soviétique standardisée ou instrumentalisée par le PCUS. Censure comme autocensure des journalistes, autonomie limitée sous la coupe de *Gostéléradio* détentrice du monopole d'État. Les chaînes de radio et de télévision étaient peu nombreuses ou du moins en concurrence limitée. À la fin des années 80, ayant opéré une mue rapide grâce à l'émergence des mouvements nationalistes, les médias se multiplièrent rapidement et

¹⁷ En Estonie : notamment A. Rüütel, E. Savisaar, M. Lauristin, Ü. Nugis, T. Vähi, M. Siiman, T. Savi, S. Kallas.

¹⁸ Une blague est alors en vogue : comment distingue-t-on un nationaliste d'un internationaliste ? Réponse : le nationaliste connaît sa langue plus le russe et souvent d'autres langues ; l'internationaliste, au contraire, est celui qui ne connaît que le russe !

constituèrent de remarquables instruments de contestation du pouvoir. Ils seront les relais actifs de la contre-société et les fers de lance de la désintégration de l'URSS propageant dans toute sa zone européenne, les images du changement (Feigelson, 1990). Aujourd'hui, au terme de treize ans d'indépendance retrouvée, les médias foisonnent, bien que les situations divergent sensiblement d'un État à l'autre. Dans ces sociétés, l'immense majorité des résidents, équipés d'une radio et d'une télévision, se dotèrent, à l'instar de l'Estonie la plus avancée à cet égard, de télévisions câblées ou satellitaires (près de 40 % du marché aujourd'hui). Comme ailleurs en Europe, si l'écoute télévisuelle reste la norme sociale dominante, les technologies de l'information y connaissent un développement rapide (près de 20 % des habitants utilisent régulièrement l'internet alors que les programmes européens contribuent au développement rapide des TIC).

Estonie

Aujourd'hui, les jeunes générations (majoritaires) de journalistes estoniens ont acquis une formation occidentale. Leur posture vis-à-vis de leur public s'oppose complètement à celle d'antan symbolisée par l'Estonie soviétique. Les médias sont devenus réellement interactifs et rajeunis ; ils sollicitent toutes les nouvelles formes de télé-réalité importées notamment des Pays-Bas. Les chaînes publiques de radio (*Eesti Raadio-ER*) et de télévision (*Eesti television-ETV*) sont régies par la loi du 19 mai 1994 stipulant la liberté de programmation et prévoyant la possibilité de créer des chaînes commerciales financées par la publicité. En principe, 51 % du capital de ces entreprises doit être détenu par des ressortissants estoniens. À l'échelle d'une petite société comme l'Estonie, les chaînes de radio et de télévision tant estoniennes (*Kanal 2, TV 1, TV 3*) que russes (*ORT, RTR*) sont nombreuses (près de 25 pour la radio) et actives, bien que le secteur public soit parvenu à maintenir une certaine avance sur la concurrence. Influencés par un modèle plutôt anglo-saxon, ces médias détiennent des ratios d'audience élevés, bien que concurrencés par les chaînes voisines finlandaises (Vihalem, Lauk, Lauristin, 2000 : 227 et sq.). Depuis 1993, la *Finnkinno* finlandaise s'efforce de développer la distribution des films sur un marché anémié où le cinéma américain représente 75 % des films diffusés et 90 % des entrées.

Lettonie

Dès 1988, les médias ont constitué le fer de lance de l'activisme du mouvement national, symbolisé par les affrontements meurtriers près du siège de la télévision publique de Riga. La première chaîne de télévision privée verra le jour le 21 août 1991, lors du putsch de Moscou ; la seconde, *Picca TV*, en 1994. Une première loi libérale fut votée en mai 1992,

prévoyant la création de deux organismes indépendants de radio et de télévision. Une seconde loi, votée en août 1995, réglementa le régime, la propriété et le contrôle des médias. Ces textes furent révisés en 1999 lors de la création d'un Conseil national de la radio et de la télévision nationale (NRTVP), sorte de Conseil supérieur de l'audiovisuel en France s'efforçant de combattre une certaine tendance à l'anarchie liée à la prolifération des chaînes privées (LNT étant la principale chaîne de télévision privée). Bien qu'organisées sous forme de sociétés commerciales, ces chaînes publiques letttones (LTV 1 et LTV 2 représentent à elles deux 60 % des parts de marché) ont le statut d'établissements publics. Selon la réglementation, la publicité est limitée à 15 % du temps de diffusion et la participation étrangère au capital ne saurait dépasser 20 %. La multiplication des faillites d'opérateurs privés n'a pas contribué, en plus d'une décennie, à stabiliser le secteur (Forest, 2001 : 261-267). En matière de cinéma, la production est réduite à un film par an, la fréquentation en régression reste essentiellement urbaine (Riga attire 90 % de la recette avec seulement 10 % du parc) dans un marché dominé à 75 % par des films américains.

Lituanie

En octobre 1996, fut adoptée la première loi lituanienne sur l'audiovisuel après plusieurs années de vifs débats. Toutes les radios sont soumises à l'obtention d'une licence attribuée par le Conseil national de la radio et de la télévision nationale. Les chaînes publiques, chargées de promouvoir la « culture nationale », sont pour l'essentiel financées sur des fonds publics alimentés notamment par les licences. Le paysage audiovisuel y est diversifié. La radio publique *Lietuvos Radijas* dispose de trois canaux (LR 1, 2 et 3), le premier diffusant 24/24 heures a une audience de 24 %. Les radios commerciales *M-1* et *Radiocentras* (30 %) sont financées par la publicité. *Znad Willii*, émettant en polonais, représente 5 % de l'écoute. La chaîne publique et culturelle *Lietuvos Televizijas* est en repli depuis 1993, du fait de l'apparition de chaînes privées. *LNK* (*Canal libre*, 30 %), rachetée en 1998 par le groupe suédois *Marienberg*, est en concurrence avec le groupe *TV3* (29 %), elle-même contrôlée depuis par le groupe suédois *Modern Times Group*. Cette anarchie persistante du secteur a accéléré la chute de la fréquentation en salles. Jusqu'en 1997, les réseaux câblés et les boutiques de vidéo ont multiplié la diffusion de films souvent piratés. Malgré de rares coproductions avec l'étranger, la production cinématographique s'est effondrée (Feigelson, 2003). Les mêmes traits structurent ce paysage audiovisuel, soumis à la reprise de jeunes entrepreneurs ou à la concentration de grands groupes multimédias venus essentiellement de Scandinavie, érodant la position traditionnelle des chaînes publiques, étouffées par le manque de financement. À la différence des années 90, les intellectuels sont

devenus les grands absents du paysage audiovisuel local, aujourd'hui dominé par des chaînes privées dévolues surtout aux variétés et à la course à l'audimat.

Citoyenneté et exclusion

L'adhésion aux institutions européennes (Conseil de l'Europe, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe – OSCE –, Union européenne) constituait pour les trois capitales baltes un objectif économique et sécuritaire essentiel. Dans ces conditions, elles firent très tôt acte de candidature. Or, l'adhésion à ces organisations impliquait notamment un traitement « équitable » des groupes minoritaires se trouvant sur leurs territoires. Cette question de l'interaction entre la question « interne » des minorités et « externe » de l'intégration provoqua de nombreuses réactions négatives de la part du public, ce qui fut reflété dans la presse locale. Globalement, la presse balte s'en irritait et la presse russe locale s'en félicitait. Ce fut en particulier le cas en Lettonie dans l'affaire des « fenêtres » de naturalisation qui ont finalement été supprimées à la demande des institutions européennes. Si, pour Vilnius, cette exigence ne posa guère de problèmes, il en alla différemment de Riga et de Tallinn, aux prises avec d'importantes communautés immigrées et des organisations russophones de plus en plus rétives et activement soutenues par Moscou, désormais très critique vis-à-vis des Baltes. Dans le courant des premières années de la décennie 1990, les gouvernements baltes se trouvèrent soumis à la pression conjointe et souvent convergente des russophones de Moscou, des organisations « russes » locales et des institutions européennes représentées en l'occurrence par le Commissaire aux minorités nationales de l'OSCE, l'ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, Max van der Stoep. À partir de cette date, se déroula un étrange et complexe ballet politico-diplomatique qui peut très schématiquement être résumé de la manière suivante. Par une présentation caricaturale de la situation (les termes disqualifiant le plus souvent utilisés étant : « apartheid », « racisme », « ségrégation », etc.), Moscou cherchait périodiquement à exacerber les passions pour exercer une pression politique sur Tallinn et sur Riga. Les résidents russophones étaient, eux, très divisés ; certains, notamment parmi les jeunes, s'accommodant plutôt bien de l'attitude « nationalisante » des autorités ; leurs aînés, surtout parmi les retraités à revenus fixes, se montrant nostalgiques de la période soviétique. À des degrés divers, tous se sentaient différents des Russes de la « métropole ».

Les organisations des russophones¹⁹, souvent peu représentatives, et les journaux russes locaux – en Lettonie *SM Segodnia* (*Jeunesse soviétique, Aujourd'hui*) et *Panorama Latvii* (*Panorama de Lettonie*) – adoptaient généralement une attitude proche de celle des autorités de la Fédération de Russie²⁰. Deux autres acteurs, externes ceux-là, exerçaient encore une influence significative (Kolsto, 1999, 2002). Le premier, constitué par les organisations d'émigrés²¹, avait tendance à se considérer comme le gardien de la véritable identité du pays. Très marqué par la vision de la nation héritée de l'avant-guerre et disposant de moyens financiers substantiels²², il exerçait une influence nationaliste sur les parlementaires. Le second acteur était l'Europe, symbolisée par le Commissaire aux minorités nationales de l'OSCE, Max van de Stoel (Kemp, 2001), pour qui les politiques baltes de récréation d'États nations étaient légitimes et raisonnables. Néanmoins, le Conseil de l'Europe, soutenu par l'OSCE, mit très tôt en place une politique pointilleuse – jugée parfois tracassière – de surveillance (*monitoring*) des politiques baltes en termes de citoyenneté. La raison de cette attitude – apparemment paradoxale – tient en deux points. D'une part, pour des raisons politiques, il fallait montrer que l'on se préoccupait des récriminations de Moscou – toujours cette préoccupation obsessionnelle de « ménager la Russie » (Adler, 2004) – et, d'autre part, de façon plus discrète, les experts de La Haye espéraient faire des Baltes un modèle de référence. Heureusement, aucune violence physique ne jalonne cette première décennie d'intégration, mais la situation n'en est pas plus simple pour autant. En effet, on assiste aujourd'hui à deux phénomènes antagonistes : une partie importante des russophones se sent de plus en plus à l'aise dans les sociétés baltes auxquelles elle a conscience d'appartenir et certains, parmi les plus jeunes, ont même la volonté de s'assimiler ; à l'opposé, une minorité de jeunes des cités en voie de radicalisation rejette plus ou moins complètement cette société où elle vit, traçant des perspectives plutôt sombres.

D'ailleurs, aucune violence physique ne jalonne cette première décennie d'intégration, mais pour autant, la situation n'est pas simple. En effet, on assiste aujourd'hui à deux phénomènes antagonistes. D'un côté, une partie importante des russophones est de plus en plus à l'aise dans les sociétés baltes auxquelles elle a conscience d'appartenir et certains, parmi les plus jeunes, ont la volonté de s'assimiler. De l'autre, une minorité de jeunes des cités, en voie de radicalisation, rejette plus ou moins complètement cette société, traçant des perspectives plutôt

¹⁹ Par exemple, en Estonie, l'Assemblée représentative des populations russophones.

²⁰ C'est également alors la position des journaux baltes en langue russe tels, en Estonie : *Molodej Estinii* [*Jeune Estonie*] ou *Estonia*.

²¹ Telles la *World Association of Free Latvians* ou le Comité baltique unifié d'Amérique.

²² Provenant parfois de fonds publics américains.

sombres. En outre, à compter du 1^{er} septembre 2004, l'adoption d'un enseignement public secondaire, letton à 60 %, a engendré une levée de boucliers de la part de nombreux enseignants russophones et d'écopliers. Cette question a été traitée par les autorités, empêtrées dans des crises gouvernementales, avec une certaine maladresse, ce qui n'a fait qu'envenimer les choses.

La situation des intellectuels

La position des intellectuels dans ces républiques restaurées semble aujourd'hui paradoxale. Du temps de l'URSS, les écrivains, artistes et scientifiques « en cours » mais pas nécessairement « collaborateurs », bénéficiaient de statuts enviables. Revenus confortables assurés, vacances et voyages financés par l'État (à l'instar des Unions républicaines des écrivains), accès à des publications et à des informations inaccessibles au commun des citoyens, décorations, appartements, etc., contribuaient à donner à de nombreuses personnes un véritable statut privilégié « d'intellectuel hors classe ». Ayant activement milité pour le « changement », leur statut devint d'autant plus difficile lorsqu'ils réalisèrent que, sous un régime d'économie de marché, il est nécessaire de « gagner » sa vie au quotidien et que les syndicats ou autres unions professionnelles ne pouvaient plus rien pour eux. Certains écrivains, parmi les plus grands (par exemple, en Estonie : Jaan Kross, Arvo Valton, Vivi Luik ou Jaan Kaplinski ; en Lettonie : Janis Peters ou Mara Zalite) s'en sortirent relativement bien mais la plupart, notamment les scientifiques, souffrirent beaucoup de la nouvelle situation. En ce qui concerne les écrivains, c'est incontestablement la notoriété au plan international (l'Allemagne, le Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, la France) qui, pour une petite minorité, fit la différence. En matière scientifique, l'évaporation des crédits et la quasi-disparition des laboratoires rendirent impossible, dans de très nombreux cas, la poursuite de leurs activités. Souvent, les scientifiques n'eurent d'autres choix que l'exil vers les États-Unis ou le repli vers des activités sans rapport avec leur qualification comme le commerce avec la Russie.

La question identitaire

Estonie : l'interrogation identitaire

Durant ces dix dernières années, les Estoniens, pourtant remarquablement organisés et emportés dans un important processus de développement économique, n'ont cessé de se poser cette étrange

question²³ : qui sommes-nous et comment le monde nous voit-il ? Dès 1992, cette taraudante interrogation qui apparaissait sur les ondes de la première station de radio indépendante de l'ex-URSS *Radio kuku* et qui hantait un certain univers intellectuel estonien, des caricaturistes aux écrivains et philosophes en passant par les politologues et les sociologues, se reflète dans différents ouvrages²⁴ et dans une presse écrite très abondante (les principaux quotidiens sont *Postimees*, couplé avec le mensuel d'actualités *Luup*, *Eesti Päevaleht* et *SL Ohtuleht*, le quotidien du soir). On trouve aussi quelques centaines de périodiques sur tous les sujets possibles, mais rarement, il est vrai, de caractère intellectuel. Depuis quelques années, signalons que les médias scandinaves ont pris de nombreuses participations dans la presse estonienne et dans ses homologues des autres États baltes. Mais l'une des originalités de la situation estonienne est le rôle éminent de la presse électronique (*Delfi*, *Neti*, *Hot*, *Zone*, etc.). La moitié de la population estonienne utilise régulièrement l'Internet qui est aujourd'hui l'un des principaux vecteurs du débat politique. Ceci a considérablement augmenté l'importance des deux agences de presse du pays : *Baltic News Service* (BNS) et *Estonian News Agency* (ENA). Cette interrogation identitaire estonienne est nourrie par l'écoute très généralisée des médias finlandais qui amènent les Estoniens à se positionner par rapport à leur voisin. Inquiète, attentive et dynamique, cette identité est la marque de l'Estonie en ce début de troisième millénaire (Lauristin, Vihalemm, 1997).

Lettonie : État-nation ou société multiculturelle ?

À Riga, même si la tournure des débats est moins existentielle, on évoque abondamment la nature de la société en devenir. Très schématiquement, la question est la suivante : la Lettonie des années à venir doit-elle être une reproduction de l'État « ethnique » letton d'avant-guerre ou doit-on au contraire donner une reconnaissance officielle au multiculturalisme qui existe dans les faits ? D'un côté, une partie substantielle de la population « titulaire » est soutenue par un fort contingent d'intellectuels et une bonne partie de la diaspora lettone

²³ L'un des acteurs majeurs de ce processus est l'Institut estonien (*Eesti Instituut*), organisme chargé de l'image de l'Estonie à l'étranger et notamment sa directrice Lore Listra.

²⁴ Cf. un livre paru il y deux ans à l'initiative et sous la direction d'un intellectuel français (A. Berticaud) pseudonyme de l'ancien ambassadeur de France à Tallinn, J.-J. Subrenat. Deux contributions sont particulièrement révélatrices : celle de l'historien E. Medijainen, « L'Estonie et le monde: la recherche d'une identité 1905-1940 », et le débat entre A. Berticaud et J. Luik, l'ancien ministre des Affaires étrangères sur le thème « La mondialisation, l'intégration aux structures européennes et leur influence sur l'identité et la culture nationale ».

d'Amérique du Nord ; de l'autre, se trouvent des intellectuels partisans d'un « nationalisme-libéral », l'Intelligentsia russophone et un certain nombre de Lettons. En marge de chaque camp, il y a un noyau de radicaux partisans de solutions extrêmes. Ainsi, « à droite », doit-on citer le très sulfureux et médiatique éditeur Aivars Garda, animateur de *Vieda* 37²⁵, partisan de l'expulsion de 700 000 russophones, et qui pourchasse les gens de couleur et les homosexuels. En face, on trouve notamment d'anciens communistes et membres de l'Interfront à l'époque de la lutte pour l'indépendance qui voudraient faire de la Lettonie une sorte d'annexe de la Russie. Ces débats sont relayés dans les médias par différentes revues d'intellectuels lettons à l'instar de *Rīga Laiks*, un mensuel tirant à 10 000 exemplaires, *Maskla Plus*, un mensuel artistique (4 000 exemplaires), *Studija*, paraissant tous les quatre mois (1 500 exemplaires), *Teatra Vestnesis*, paraissant 3 à 4 fois l'an, le vieux mensuel littéraire *Karogs, Forums*, un hebdomadaire plus grand public, *Vides Vestis* (4 500 exemplaires), mensuel consacré à l'écologie, la culture et la nature, *Luna*, magazine littéraire paraissant deux fois l'an, très prisé par les jeunes auteurs, *JA*, hebdomadaire supplément de *Jauna Avīze* et, enfin, le magazine musical *Muzikas Saule*.

Comme en Estonie, il faut aussi noter l'importance croissante de la presse électronique. Le principal *Public Policy Web Site* – pour utiliser ses propres termes – est depuis 2001 et aujourd'hui encore *politika.lv on-line*. Il fait partie du groupe *Providus* et publie des études intéressantes sur la politique, les processus d'intégration, les Droits de l'Homme, la lutte contre la corruption et tout autre sujet de société qui passionne l'élite cultivée. Par ailleurs, existe depuis neuf ans une Association des intellectuels lettons qui a organisé, début 2004, sa 58^e conférence. Celle-ci joue un rôle non négligeable dans le dialogue public ; ses conférences sont transmises en direct par la radio et sont très suivies en milieu rural. Pour les habitants des grandes villes et l'élite politique, elle représente plutôt l'image d'une association de retraités. Ils lui reprochent surtout de compter peu de membres des « professions créatrices ». Il faut aussi ajouter que tous ces médias et associations très « lettons » font peu de cas des russophones. Des intellectuels réputés mais isolés, comme Mara Zalīte ou Imants Ziedonis, adressent parfois des manifestes aux politiques, sans guère d'écho.

Lituanie : quelle nation ?

Durant la dernière décennie du XX^e siècle, les débats houleux sur la citoyenneté qui agitaient Riga, ont laissé la Lituanie de marbre. En revanche, à mesure que la perspective d'intégration à l'UE se précisait, la question de l'identité nationale a occupé une place croissante dans les esprits. Cette interrogation revêt des aspects bien différents. Le premier, plutôt

²⁵ *Nevienam mes Latviju nedodam*, Riga, Vieda, 2001.

conjoncturel, est partagé par l'ensemble des pays de l'Europe centrale – à laquelle appartient géographiquement et sociologiquement la Lituanie – concerne le prétendu risque de « dissolution » de l'identité nationale dans l'Europe. Trivialement, cette question évoque la menace d'une invasion du pays par des émigrés – de couleur – en provenance du tiers-monde (un certain nombre transitent d'ailleurs par la Lituanie). Dans un contexte plus culturel, nombreux sont ceux qui, comme le philosophe Arvydas Sliogeris ou le politologue Romualdas Grigas, redoutent de voir la civilisation lituanienne se fondre dans le creuset d'une *world culture* d'inspiration américaine (Grigas, 2000 : 2-6). Cette crainte est régulièrement agitée par des politiciens anti-européens comme le très nationaliste Rimantas Smetona. Le second aspect, peu perçu par l'opinion publique, concerne la nature de la société lituanienne d'aujourd'hui. Traditionnellement, le nationalisme lituanien était de type ethnique voire tribal. Sur cette base, s'est édifié l'imaginaire national au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle et les ouvrages d'Antanas Maceina ont été abondamment republiés au milieu des années 90. Plusieurs sociologues et philosophes lituaniens contemporains, tels Justinas Marcinkevicius, sensibles aux argumentaires de type « nouvelle droite », véhiculés notamment par une certaine presse russe, ressortent aujourd'hui sans complexe l'étendard ethnique. En face, une petite école de pensée, symbolisée par quelques philosophes « éclairés », adeptes d'un nationalisme libéral, ayant vécu ou émigré à l'étranger, et ayant souvent appartenu à *Santara viesa* (Algirdas Greimas, Tomas Venclova, Aleksandras Shtromas, ou, parmi les « jeunes » Leonidas Donskis et Arturas Teriskinas) défendent une position inspirée des philosophies américaines ou françaises de la nation : démocratie, tolérance, Droits de l'Homme et économie de marché (Donskis, 1997 ; Teriskinas, 1999).

Une autre question majeure de la société lituanienne actuelle tourne autour de la reconnaissance de la participation d'un nombre significatif de Lituaniens à la Shoah au début de la Seconde Guerre mondiale. Au commencement de l'ouverture (1989-1993), il s'agissait d'une question presque taboue ; personne ne pouvait accepter de voir le peuple lituanien passer du rôle de victime à celui de bourreau. Depuis, grâce notamment à la pression internationale et au rôle actif de l'État, beaucoup a été fait et le problème est aujourd'hui amplement et franchement débattu. Pourtant, il existe encore un certain nombre de personnalités du monde intellectuel qui s'accroche aux thèses anciennes et refuse toujours de voir la vérité en face. Ainsi, il y a quelques années, lorsqu'il fut question d'ériger un mémorial aux Juifs victimes de la Shoah sur la place Lukiskiu de Vilnius, s'est-il trouvé une personnalité en vue, Arvydas Juozaitis, le philosophe et membre fondateur de Sajudis, pour protester en disant que l'on était à Vilnius et non à Jérusalem²⁶. Ici encore,

²⁶ *Baltic Times* (18/02/99).

les confrontations directes sont malheureusement l'exception et l'on assiste le plus souvent à des discours croisés sans réelle synergie (Rindzeviciute, 2003). Cependant, il faut noter une esquisse de débat au sein de la presse où, lors de manifestations comme le Second congrès mondial Litvak qui s'est tenu à Vilnius en août 2004.

Enfin, la souveraineté nationale et son exercice sans le cadre de l'UE sont un domaine qui a beaucoup agité les esprits au cours des dernières années. La question du transit entre « l'enclave » russe de Kaliningrad a illustré cette susceptibilité. Temporairement, le problème s'est trouvé réglé au terme d'une discussion entre UE et Russie (visas de transit simplifiés et n'en portant pas le nom) au grand dam de certains Litvaniens qui ont considéré que l'UE avait négocié dans leur dos !

Conclusion

Ces trois entités baltes ont toujours fait partie de l'*Europa Occidens*. Cultures, traditions et religions les distinguent nettement des peuples slaves de l'Europe orientale. L'Europe à laquelle rêvent – depuis au moins 1789 – les intellectuels de la région, reste une Europe ouverte vers l'extérieur, en particulier vers les États-Unis. Pour ces derniers, l'UE n'est que l'une des Europes possibles et, contrairement à ce que l'on pense trop souvent en Occident, vu des rives sud de la Baltique, être pro-européen, c'est aussi naturellement être pro-américain. Ceci est d'autant plus vrai que les importantes diasporas baltes des États-Unis et du Canada sont ressenties comme faisant partie organique de la Nation, tandis que leur libération du communisme est généralement attribuée, par les intelligentsias baltes, aux États-Unis. Dans ces conditions, si l'on prend en compte le « chemin de Damas » que représente l'intégration des innombrables chapitres du fameux « acquis communautaire », la résonance négative du terme « union » (évoquant malencontreusement pour les Baltes des réminiscences de l'Union soviétique) et enfin certains dérapages²⁷, on comprendra les raisons du succès d'un euroscepticisme épidermique. Phénomène récemment illustré par la nomination d'une commissaire européenne lettone, réputée eurosceptique, en la personne de Ingrida Udre, en remplacement de la très européenne Sandra Kalniete. Pourtant, avec l'OTAN, l'UE est pour ces États l'une des deux voies obligées vers l'Europe et l'Occident, et les résultats des référendums d'adhésion²⁸ montrent que leurs peuples, une fois les irritations superficielles et conjoncturelles passées, en sont conscients.

²⁷ Telle la déclaration de J. Chirac sur « l'occasion perdue de se taire » ou encore les commentaires plus récents de ce dernier concernant le manque d'attention de l'UE vis-à-vis des craintes russes concernant les russophones des États baltiques.

²⁸ Respectivement : 66,9 %, 67 % et 91,1 % de oui en Estonie, Lettonie et Lituanie.

Le chemin qui devrait leur permettre, d'ici quelques années, de réoccuper pleinement leur place en Europe sera difficile dans la mesure où de nombreux héritages historiques n'ont pas encore bien été surmontés, avec une Russie aux velléités toujours hégémoniques à leur égard²⁹. Pourtant, au vu de leur histoire, de leur dynamisme et de leurs réalisations actuelles, il est aujourd'hui permis de mesurer en plus d'une décennie ce chemin vers de nouvelles transitions. Les principales préoccupations en matière de sécurité ayant provisoirement trouvé une solution avec l'intégration à l'OTAN en mars 2004 et à l'UE en mai 2004, il est probable que les questions sociales occupent une place croissante, rapprochant d'autant plus les sociétés baltes de leurs homologues d'Europe du nord.

Cette intégration régionale n'ira pas – étant donné les différences de niveaux de vie – sans une pénétration étrangère croissante au sein de ces nouveaux pays. De ce point de vue, le marché des médias et du cinéma constitue déjà un observatoire des changements opérés. On assistera sans doute – géopolitique oblige – à une concurrence ravivée entre entreprises russes et nordiques. Dans ce nouveau contexte, les intellectuels baltes perdront progressivement une « timidité » héritée de l'ère soviétique, retrouvant alors un rôle plus opérationnel dans des sociétés quelque peu déboussolées qui traversent de profondes et difficiles mutations.

Références

- Adler A., « Il faut aider le géant russe », *Le Figaro*, 03/03/2004.
- Bertriveau A., dir., 2002, *L'Estonie, Identité et indépendance*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Deunff H., 1986, « Vers une union des pays Baltes ? », pp. 196-204, in : Frybes M., Nivat A., dirs, *L'Autre Europe. Nouveau paysage médiatique à l'Est*, 32/33, Lausanne, Éd. L'Âge d'Homme.
- Donskis L., 1997, *Kalbos ikalinta kultura. Tarp klaipedos ir Karlailio*, Klaipeda, Klaipedos universitatas.
- Feigelson K., 1983, « Jazz en URSS », *Jazz Hot*, 405, pp. 16-65.
- 1990, *L'URSS et sa télévision*, Paris, INA/Champ vallon.
- 1993, « Jazz et rock : culture d'élite, culture de masse », pp. 413-415, in : Ferro M., dir., *L'État de toutes les Russies*, Paris, Éd. La Découverte.

²⁹ La tendance à un autoritarisme croissant du régime russe n'est guère encourageante à cet égard (Hansen 1997, 1998 : Deunt, 1986).

- 2000, « Stratégies des groupes multimédias », *Dossiers de l'audiovisuel*, 94, nov.-déc., pp. 66-68.
- 2003, « Médias et cinéma sous contrôle », *L'Atlas du Monde diplomatique*, janv.
- Ferro M., 1990, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Ramsay.
- Forest Cl., 2001, « Les États baltes », pp. 261-267, in : Forest Cl., dir., *Économies contemporaines du cinéma en Europe*, Paris, CNRS Éd.
- Ginkel J., 2002, *Identity Construction in Latvia's « singing Revolution » : Why inter-ethnic Conflict failed to occur ?*, *Nationalities Papers*, Vol. 30, 3, pp. 403-433.
- Grigas R., 2000, *Tarp piliestiskumo ir tautiskumo : sutrikimo anatomija ir isėities paieska*, *Kultūros barai*, 5, pp. 2-6.
- Hansen B., 1997, *Baltic security*, Gunnar Arthėus/atīs Lejins, Latvian International Affairs.
- 1998, *The Baltic States in worlds politics*, Birthe/Bertel Heurlin, Curzon Richmond.
- Kemp W.A., 2001, *Quiet Diplomacy in action. The OSCE High Commissioner on National Minorities*, La Haye, Kluwer Law International.
- Kolsto P., 1999, *Nation-building and ethnic Integration in Post-Soviet Societies. An Investigation of Latvia and Kazakstan*, Boulder, Westview Press.
- 2002, *National Integration and Violent Conflict in Post-Soviet Societies. The Cases of Estonia and Moldova*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- Lauristin M., Vihalemm P., ed., 1997, *Return to the Western World, Cultural and Political Perspectives on the Estonian Post-Communist Transition*, Tartu, Tartu University Press.
- Mattelart T., 1985, *Le cheval de Troie de l'audiovisuel*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Misiunas R.T., Romuald J., 1983, *The Baltic States years of Dependence, 1940-1940*, London, C. Hurst & Co.
- Nies S., 2004, *États Baltes : une longue dissidence*, Paris, A. Colin.
- Plasseraud Y., 2003, « Les processus d'indėpendance des Pays Baltes », *Cahiers d'histoire immėdiate*, 23, print., pp. 119-138.
- Rindzeviciute E., 2003, « "Nation" and "Europe". Re-approaching the Debates about Lituanian National Identity », *JBS*, Vol. XXXIV, Number 1, Spring, pp. 74-91.
- Tereskinas A., 1999, « Between Soup and Soap : Iconic Nationality, Mass Media and Pop Culture in Contemporary Lithuania », *Artium Unio*, 1, <http://www.artium.lt>.
- Vihalemm P., ed., 2002, *Baltic Media in Transition*, Tartu, Tartu University Press.